

«Histoire traditionnelle» et «histoire nouvelle»: un bilan de combat de Lucien Febvre

In: Genèses, 34, 1999. pp. 132-143.

Résumé

■ Bertrand Millier: «Histoire traditionnelle» et «histoire nouvelle» : un bilan de combat de Lucien Febvre Dans ce texte, Lucien Febvre analyse . moins le bilan de l'historiographie française de l'entre-deux-guerres qu'il ne développe les enjeux et les aspects de la confrontation entre ; deux formes d'histoire : une histoire traditionnelle et une nouvelle histoire orientée vers la synthèse. L'intérêt de ce texte est de rappeler que l'action de L Febvre s'est inscrite explicitement dès le lendemain de la Première Guerre mondiale dans une perspective de «repolitisation» des sciences sociales centrée autour d'une redéfinition scientifique de la discipline et de la reformulation de la fonction sociale de l'histoire. C'est dans ce contexte que s'inscrit son action critique et en particulier ses comptes rendus polémiques contre Charles Seignobos qui n'est ni une cible unique ni même privilégiée.

Abstract

"Traditional History" and "new History": Lucien Febvre's Assessment of the Struggle between the two In this text, Lucien Febvre is called upon not so much. to analyse historiography between the wars as to explain the challenges and factors involved in the confrontation between two forms of history: traditional history and a new type of history oriented towards synthesis. The main interest of this : text lies in recalling : that, immediately after the end of World War I, L. Febvre began taking actions in view of "re-politicising" the social sciences, focusing on redefining the discipline in scientific terms and reformulating the social function of history. His critical action must be grasped in this especially his polemical reports against Charles Seignobos who was neither his sole, nor even his favourite, target.

Citer ce document / Cite this document :

Müller Bertrand. «Histoire traditionnelle» et «histoire nouvelle»: un bilan de combat de Lucien Febvre. In: Genèses, 34, 1999. pp. 132-143.

doi : 10.3406/genes.1999.1558

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1999_num_34_1_1558

« Histoire traditionnelle » et « histoire nouvelle » : un bilan de combat de Lucien Febvre

Bertrand Müller



1. Le texte de Lucien Febvre paraît dans le numéro de mai 1938, pp. 95a-95d.
2. Auteurs qu'il ne cite pas mais auxquels la référence est évidente. Voir Charles Blondel, *Introduction à la psychologie collective*, Paris, A. Colin, 1928, et surtout Henri Wallon, *Principes de psychologie appliquée*, Paris, A. Colin, 1930, dont L. Febvre rend compte dans « Sur le témoignage », *Revue de synthèse*, n° 2, 1932, pp. 211-212 et dans « La psychologie appliquée : problème de méthode et solutions pratiques », *Annales HES*, vol. 3, 1931, pp. 261-265.
3. L. Febvre, *Lettres à Henri Berr*, présentées et annotées par Jacqueline Pluet et Gilles Candar, Paris, Fayard, 1997.
4. « Publications d'après-guerre dans le domaine de l'histoire moderne », *Revue de synthèse historique*, vol. 34, n° 100-102, 1922, pp. 113-130.
5. L. Febvre à H. Berr, nov. 1922, in *Lettres...*, op. cit., p. 141.

Le texte de Lucien Febvre que nous publions ci-dessous est un texte peu connu et assez inhabituel dans son œuvre. Il a paru pourtant dans un journal de fort tirage – *Science* – lancé par Henri Berr en 1936, pour accompagner et porter vers un public plus large son action pour la synthèse¹. En proposant un bilan de l'historiographie française des années d'après-guerre, L. Febvre se livre à un exercice plutôt rare sous sa plume. À l'inverse de Berr qui n'a cessé de baliser les progrès de la synthèse en multipliant les textes programmatiques et les bilans, L. Febvre ne l'a fait que rarement et brièvement, dans les rares éditoriaux des *Annales* ou au détour d'un article, d'un compte rendu.

Cet exercice rétrospectif échappe cependant à la loi du genre, car L. Febvre, dans ce texte, n'adopte pas une posture d'auto-justification mais de militantisme. Il ne procède pas à un inventaire, comme le laisse entendre le titre de son article, mais balise les termes et les enjeux d'une lutte entre deux conceptions de l'histoire : « l'histoire traditionnelle » et la « synthèse historique », formule que L. Febvre emprunte à un livre de Berr paru en 1921. Cette dimension « stratégique » du texte fait précisément son intérêt, d'autant que le « combat » engagé, L. Febvre le reconnaît, n'était pas gagné. Ce texte permet ainsi de replacer dans une conjoncture historiographique singulière – les années 1920 – une lutte que L. Febvre ne limite pas à un conflit de générations que la guerre, décimant une « génération porteuse des plus riches promesses », avait précisément empêché. De cette amputation, les historiens des sciences sociales ont retenu les effets sur le développement retardé de la sociologie et de la géographie, plutôt que sur l'évolution de l'histoire, dont L. Febvre rappelle cependant les conséquences.

Il y a plus. Les enjeux, au lendemain de la guerre, résident moins dans l'innovation « théorique » ou méthodologique – « l'effort

tenté pour promouvoir l'histoire au rang d'une discipline scientifique véritable n'a point été abandonné» – que dans l'évolution – négative de son point de vue – des rapports de force intellectuels et institutionnels qui divisent la discipline où le «petit cercle d'esprits curieux [...] que hante le souci de promouvoir l'histoire à la dignité de science véritable» n'entame pas «les masses organisées».

Y est donc réaffirmée une première conviction: l'histoire est une science, et une science en construction, elle se double d'une seconde, explicite dans l'énumération des «forces de novation»: l'histoire est une science sociale. En effet, L. Febvre n'isole pas le «bon combat» de la *Revue de synthèse*, des *Annales*, de celui des sociologues durkheimiens, de la psychologie de Charles Blondel et de Henri Wallon² – plus largement aussi celui de l'*Encyclopédie française* placée sous sa direction.

Ce texte s'inscrit parfaitement dans la logique des interventions de L. Febvre dans la discipline et dans les sciences sociales tout au long de l'entre-deux-guerres et il peut être lu comme l'un des moments forts de la progressive radicalisation des postures qu'il adopte dès le lendemain de la Première Guerre mondiale et qu'il exprime très explicitement dans sa correspondance à H. Berr dès la fin de la guerre³. En novembre 1922, il écrit notamment ceci: «C'est d'un coup de balais énergique qu'il faudrait songer d'abord à faire venir le salut; et quand on voit la décadence croissante de notre haut enseignement, la baisse de valeur constante des gens de Sorbonne... et d'ailleurs – vrai! on se prend à considérer que la mort d'un Lavisser est quasiment une catastrophe». Dans une revue critique des «Publications d'après-guerre dans le domaine de l'histoire moderne»⁴, L. Febvre avait déjà eu l'occasion de s'inquiéter du «désaccord» croissant qu'il constatait entre «l'institution [historienne] et l'époque»⁵.

Rappeler ces propos n'a pas pour objectif d'exemplifier le thème du «militant» isolé et déterminé, mais de souligner que le caractère polémique des interventions et de l'action de Febvre qui s'exprime très nettement dans ce texte de 1938 ne peut se comprendre qu'à partir d'une stratégie de rupture explicitement affirmée et revendiquée et à certains égards «programmée»; son action participe pleinement de ce que Michel de Certeau a appelé, dans d'autres circonstances, une «repolitisation de la science»⁶. Aujourd'hui, alors qu'il ne demeure des enjeux de cette lutte, pour l'essentiel, qu'une mémoire folklorisée par la tradition, il importe d'en restituer toutes ses dimensions y compris symboliques: en prolongeant les propos de Certeau, on peut parler d'une «guerre du sens et de la violence», que nous avons obliérée, notamment parce que «la concurrence d'aujourd'hui a remplacé celle d'autrefois» – selon une formule précieuse de Maurice Halbwachs – et que les rapports de force ne sont plus les mêmes⁷.

Ce n'est pas le lieu d'insister ici sur le contenu programmatique que Febvre entendait donner à cette «repolitisation» fondée sur deux convictions nettement affirmées: la première énonçait avec fermeté le désasservissement idéologique de l'histoire – «L'histoire qui sert, c'est une histoire serve» – et impliquait de reformuler le lien de la discipline avec la société; la seconde, nous y avons déjà fait allusion, réaffirmait l'ambition scientifique de l'histoire. L'une et l'autre étaient indissociables d'une exigence critique dont L. Febvre a fait son mode d'expression et d'intervention privilégié dans ses comptes rendus⁸.

Le texte de L. Febvre désigne explicitement le contexte d'une telle repolitisation qui est celui d'une crise de la discipline issue en partie d'une crise plus générale du monde moderne. Cette analyse n'est pas une reconstruction rétrospective, car dès le lendemain de la guerre, il s'inquiète de la crise morale issue



6. Lorsqu'il appelait à repolitiser les sciences, Michel de Certeau parlait du constat d'une « dépolitisation de la recherche » qui sous-tendait l'idéologie des sciences modernes instaurées en champs désintéressés et neutres soutenus par des institutions scientifiques, et soulignait la nécessité de « réarticuler leur appareil technique sur les rapports de force à l'intérieur (et en fonction) desquels cet appareil produit des opérations et des discours », M. De Certeau, « L'histoire dans une politique de la science », *Esprit*, n° 10-11, 1981, pp. 120-129.

7. Pour Maurice Halbwachs, ce processus d'oubli était essentiel à la construction de la mémoire. En le paraphrasant, on peut considérer que cette dimension polémique et symbolique du « combat » de Febvre apparaît aujourd'hui comme artificielle et stylisée parce que les rapports de force qui la sous-tendaient se sont transformés. Voir M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Postface de Gérard Namer, Paris, A. Michel, coll. « Bibliothèque de l'évolution de l'humanité », 1994 (1^{re} éd., Alcan, 1925), pp. 110-111.

8. Je me permets de renvoyer à Bertrand Müller, « Lucien Febvre et la politique du compte rendu », in Alain Clavien et B. Müller, *Le goût de l'histoire, des idées et des hommes*, Vevey, Éd. de L'Aire, 1996, pp. 437-459; B. Müller, « Critique bibliographique et innovation scientifique. Lucien Febvre et la politique du compte rendu », Lausanne, thèse inédite, 1998.

9. André Paul, « Problèmes et controverses – La crise de l'histoire », *Revue de synthèse historique*, vol. 38, 1924, pp. 113-124. La crise n'était pas le thème central de l'article qui constituait lui-même une réponse à une intervention précédente d'un psychologue suisse sur les enjeux de l'enseignement de l'histoire après la guerre.

10. « L'histoire dans le monde en ruines », *Revue de synthèse historique*, vol. 30, n° 88, 1920, pp. 1-15; « De 1892 à 1933 : examen de conscience d'une histoire et d'un historien », *Revue de synthèse*, vol. 7, n° 2, 1934, pp. 93-106 (Repris dans L. Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, A. Colin, 1965, pp. 3-17).

11. L'analyse de cette crise a fait l'objet de la thèse, inédite, d'Olivier Dumoulin, « Profession historien 1919-1929. Un métier en crise? », Paris, EHESS, 1983.

12. Parmi lesquelles figurait vraisemblablement la collection « L'évolution de l'humanité » de son ami H. Berr.

13. Son travail d'organisateur, d'« entrepreneur » ne doit pas être négligé : la direction des *Annales*, de l'*Encyclopédie française*, ses nombreuses tâches effectuées auprès de Berr, mises en évidence par la publication de sa correspondance avec Berr.

de l'expérience vécue de la guerre, mais aussi de la « crise d'identité » d'une discipline qui doit se forger un nouvel état civil dans un monde nouveau émergeant des ruines de l'ancien. En 1925, à un médiocre article publié dans la *Revue de synthèse* sur la « crise de l'histoire »⁹, Febvre réagissait en évoquant une « crise profonde », « d'ordre intellectuel ». En 1938, évoquant les effets désastreux de la guerre, il reprend un argument qui avait déjà été le sien lors de sa leçon inaugurale à Strasbourg, en 1919, puis au Collège de France, en 1933¹⁰. À mesure que s'estompent les traces de la guerre, le diagnostic de L. Febvre s'élargit : la crise ne se limite plus à l'histoire, elle atteint « tout ce qui encadr[e] l'histoire dans le domaine de l'esprit », c'est une « crise du monde moderne ».

Celle qui affecte l'histoire au lendemain de la Première Guerre mondiale a plusieurs dimensions : c'est d'abord une crise de « conscience » qui résulte de l'attitude des historiens et en particulier de leur dérive « nationaliste » pendant la guerre, mais c'est aussi une crise institutionnelle : alors que l'histoire avait bénéficié au tournant du xx^e siècle d'une conjoncture particulièrement favorable, elle connaît, à partir des années 1920, une période de stagnation et de relative régression, qui ne tient pas seulement aux effets de la guerre comme l'indique L. Febvre¹¹. S'y ajoute encore à partir du milieu des années 1920, une crise de l'édition qui entrave et retarde les publications documentaires, fragilise la situation délicate des revues, restreint les possibilités de l'édition universitaire. Ces crises sont autant de « cercles de déstabilisation » – selon l'expression d'Olivier Dumoulin – qui se combinent et se superposent, amplifiant les blocages, les crispations, les divisions internes dans la discipline. Dans cette conjoncture nouvelle, les clivages notamment se déplacent : ils divisent moins les disciplines entre elles qu'ils n'expriment des lignes de fracture à l'intérieur de chacune d'elles. La

contestation de l'histoire change de camp et de nature, elle ne provient plus comme avant 1914 des sciences sociales, mais des disciplines littéraires et se double d'un retour de la philosophie de l'histoire. Avant 1914, les attaques de Péguy visaient autant l'histoire que la sociologie et avaient moins d'impact que les critiques lancées par Valéry dès 1919 et reprises tout au long de la décennie suivante.

L'histoire n'est certes pas le monopole de quelques historiens professionnels, elle est multiple, mais les critiques « extérieures » – contenues notamment dans les propos d'un Valéry, d'un Jean-Richard Bloch ou encore d'un Julien Benda – venaient souligner le « paradoxe », insupportable pour Febvre, d'une histoire « universitaire » de plus en plus étrangère aux préoccupations et au goût pour l'histoire du « grand public ». Mais renouer ce lien de la production scientifique avec les attentes de la société ne passe pas, selon Febvre, par la vulgarisation mais par l'organisation de « grandes constructions collectives, amples, aérées et solides », élaborées dans des « ateliers de recherches et de réalisations »¹².

Cependant, l'engagement de L. Febvre se situe prioritairement sur le terrain de la critique¹³. Après la Première Guerre mondiale, il infléchit son activité critique en lui imprimant une dimension plus « politique » au sens où je viens de le préciser. Cette radicalisation est sensible dans ses comptes rendus et L. Febvre ne la cache pas dans sa correspondance, à Berr notamment. Elle se manifeste dans ses grands comptes rendus pour la *Revue de synthèse historique*, dans laquelle il se concentre surtout sur la géographie, l'histoire des sciences, l'histoire littéraire ou encore la linguistique. C'est à la *Revue critique d'histoire et de littérature*, considérée comme le temple de la critique « érudite » qu'il réserve ses recensions historiques où il dénonce, quelques mois avant le lancement du premier numéro des *Annales*, une histoire économique obsolète¹⁴. Dans la

Revue de synthèse, il annonce l'acte de décès d'une « histoire diplomatique factice et périmée » sur laquelle s'élève « la carcasse d'une histoire autrement large et vivante : celle des relations mutuelles et réciproques des États – simple chapitre d'une histoire générale des échanges internationaux »¹⁵. Après la critique de l'« homo œconomicus », celle de l'« homo diplomaticus », L. Febvre obtenait de Charles Seignobos, mais aussi de J. Benda, la possibilité d'une critique de l'« homo politicus »¹⁶. Or ce dernier compte rendu, l'un des plus cités de L. Febvre, ne peut se comprendre en dehors de cette longue série de critiques des notions et des pratiques de ce que L. Febvre nomme « l'histoire traditionnelle » ; il n'a, en effet, pas attendu sa nomination au Collège de France pour durcir sa position.

Certes, en 1933 au moment du compte rendu sur Ch. Seignobos, ou en 1938, au moment où il publie son article dans *Science*, Febvre a accumulé des positions importantes – intellectuelles d'ailleurs, plus que sociales – qui donnaient à ses interventions une légitimité nouvelle, mais la plupart de ces positions (le Collège de France, la direction de *l'Encyclopédie française*, la direction des *Annales* ou ses fonctions multiples auprès de H. Berr) dégagées des contraintes académiques, demeuraient relativement marginales dans le champ universitaire.

Le rapprochement avec Seignobos peut se marquer d'une autre manière. En 1941, celui-ci, dans une « dernière » lettre qu'il adressa à son collègue et ami Ferdinand Lot, lui fit part de son impression d'un réel épuisement du « travail de pensée sur la méthode historique » qui lui semblait ne pas avoir progressé après les débats du début du siècle. La lettre nous est connue car elle a été publiée en 1953¹⁷, l'année de la parution des *Combats pour l'histoire* et de la publication par L. Febvre de deux lettres de Fustel de Coulanges à Gabriel Monod et d'une lettre de F. Lot sur Fustel de



14. L. Febvre, *Revue critique d'histoire et de littérature*, n° 12, 1928, pp 538-546 (compte rendu de Pierre Boissonnade, *Le socialisme d'État: l'industrie et les classes industrielles en France pendant les deux premiers siècles de l'ère moderne, 1453-1661*, Paris, Champion, 1927), auquel il faut ajouter « De l'histoire tableau, essais de critique constructive: deux chapitres d'histoire commerciale », *Annales HES*, vol. 5, n° 21, 1933, pp. 267-281 (compte rendu de P. Boissonnade, *Colbert: le triomphe de l'étatisme; la fondation de la suprématie industrielle de la France; la dictature du travail, 1661-1683*, Paris, Rivière, 1932).

15. « Histoire ou politique ? Un problème d'orientation », *Revue de synthèse*, vol. 1, n° 1, 1931, pp 9-14.

16. L. Febvre, « Entre l'histoire à thèse et l'histoire manuel ; deux esquisses récentes d'histoire de France : M. Benda, M. Seignobos », *Revue de synthèse*, vol. 5, n° 3, 1933, pp 205-236 (compte rendu de Julien Benda, *Esquisse d'une histoire des Français dans leur volonté d'être une nation*, Paris, Gallimard, 1932, et Charles Seignobos, *Histoire sincère de la nation française: essai d'une histoire de l'évolution du peuple français*, Paris, Rieder, 1933), repris dans *Combats...*, *op. cit.*, pp. 80-98.

17. Ch. Seignobos avait écrit sa lettre à Ploubazlanec, où il passait sa retraite, entre le 10 et le 29 juin 1941 et l'avait adressée à cette dernière date à Ferdinand Lot. Elle a été publiée en 1953, près d'une dizaine d'années après la mort de son auteur, par Robert Fawtier, directeur de la *Revue historique*, qui justifiait la publication d'un « document capital pour l'historiographie du xx^e siècle » en raison notamment du rôle joué par Seignobos dans le développement des études historiques et de l'« influence qu'il a exercée et qu'il exerce encore ». Seignobos est décédé le 24 avril 1942 et non le 2 mai comme l'indique fautivement R. Fawtier. Celui-ci avait récupéré la lettre après le décès de F. Lot, le 20 juillet 1952, et la publia dans le premier fascicule de l'année 1953 de la *Revue historique* sous le titre: « La dernière lettre de Charles Seignobos à Ferdinand Lot », pp. 1-12.

18. « Psychologie d'historiens: deux lettres de Fustel de Coulanges à Gabriel Monod et une lettre de Ferdinand Lot sur Fustel », *Annales ESC*, vol. 9, 1954, pp. 149-156.

19. Certes, ils sont de nature différente puisque le premier est une synthèse destinée à un large public, alors que le second est un document épistolaire soustrait en principe à la lecture publique. C'est évidemment la proximité de la rédaction de ces textes et non l'écart de leur publication qui incite au rapprochement.

20. Ch. Seignobos, « La dernière lettre... », *op. cit.*, p. 3.

21. Il évoque tout de même des ouvrages américains et allemands qu'il avoue n'avoir pas lus.

22. Ch. Seignobos, « La dernière lettre... », *op. cit.*, p. 3.

23. *Ibid.*, p. 10.

Coulanges¹⁸. Les coïncidences sont troublantes ! Mais là n'est pas l'intérêt essentiel de ce rappel. Le bilan de L. Febvre date de 1938, celui de Seignobos de 1941. Le rapprochement des deux textes s'impose assurément¹⁹.

De sa retraite bretonne, Ch. Seignobos faisait part de ces deux préoccupations du moment : en premier lieu, les événements – entendez la guerre – dont l'issue heureuse ne faisait, à ses yeux, aucun doute ; ensuite, un sujet beaucoup plus ancien « qui m'intéresse beaucoup plus et depuis plus longtemps (depuis 1887) » : les « Principes de la méthode des historiens ». C'est le titre que Ch. Seignobos entendait donner au livre qu'il projetait de publier après la guerre, mais il n'en eut pas l'occasion. Parvenu à des « conclusions bien plus précises et plus profondes » sur la méthode historique, il formulait toutefois, trois ans après L. Febvre, le même diagnostic sur les débats de méthode : « J'ai l'impression depuis un quart de siècle à peu près, que le travail de pensée sur la méthode historique, très actif depuis 1880 et surtout 1890, a atteint un point mort. Je n'ai plus rien lu de nouveau, rien que des monceaux de philosophie de l'histoire, c'est-à-dire de métaphysique²⁰. » Il ne mentionne que la *Revue de synthèse* « qui a changé de titre » et qui ne contenait plus guère que des recensions de livres et des « discussions métaphysiques »²¹. Développant très longuement ses arguments qui auraient pu constituer le synopsis de son futur ouvrage, Seignobos réaffirme que l'histoire est à ses yeux « décidément une science » : « La science des faits relatifs aux hommes vivant en société pendant la succession des temps », mais science « descriptive » « réduite à des procédés indirects, très incomplets et superficiels, [...] donc forcément défectueuse²² ». Il maintient cependant que l'histoire présuppose la source, que celle-ci est non seulement décisive mais première, qu'elle dicte l'analyse à l'historien ; de même que l'historien, en l'absence d'une « science empirique des lois de la conduite humaine » doit se

résigner à raisonner « au moyen des idées rares, vagues, d'ordinaire erronées, qu'il s'est faites ou qu'il a reçues de la tradition »²³.

À l'évidence, une lecture « symétrique » de ces deux témoignages – qu'il est impossible de prolonger ici – est étonnement révélatrice de la cristallisation des positions. Mais Ch. Seignobos ne fut ni la seule ni la principale cible des emportements polémiques de Febvre. De cette lutte, dont l'enjeu est autant l'innovation que l'imposition d'une conception de l'histoire sur une autre, la tradition ne nous a donné qu'une vision partielle et biaisée. Une telle perception est sensible également dans les textes autobiographiques de L. Febvre publiés dans les années 1950, en particulier, dans *Combats pour l'histoire*. Composé dans d'autres circonstances, correspondant à d'autres préoccupations, le livre ne donne pas tous les témoignages de ses « combats » et le réarrangement des textes, notamment chronologique, trouble la périodisation et occulte singulièrement la lecture de cette « stratégie critique » qui s'organise dès le lendemain de la Première Guerre et se radicalise nettement dans les années trente. À la reconstruction sélective de L. Febvre s'est ajoutée ensuite une lecture sélective d'un débat qui a fini par perdre toute sa complexité²⁴. Sans y revenir ici en détail, rappelons simplement, car l'enjeu n'est pas négligeable, que le compte rendu très sévère de *L'histoire sincère de la nation française*, publié par Seignobos en 1932 n'est pas essentiellement méthodologique : il s'agit non seulement d'histoire, mais de l'histoire de la France, et par conséquent des rapports de l'histoire avec le « grand public ». Ce n'est donc nullement par hasard que Febvre « introduit » son compte rendu avec la critique d'un autre livre, écrit par un non historien, sur le même thème : *L'Esquisse d'une histoire des Français dans leur volonté d'être une nation* de J. Benda, lequel s'inquiétait précisément du renoncement des historiens « professionnels » à entreprendre une histoire de la France.

L'article est aussi une critique politique, car le livre de Ch. Seignobos constitue pour Febvre un « document », un témoignage : celui d'un « esprit de petit bourgeois à la française si typique »²⁵. Certes, L. Febvre avait de l'admiration pour les valeurs républicaines et démocrates du militant dreyfusard et de la Ligue des droits de l'homme qu'avait été Ch. Seignobos, mais, précisément, la confusion de ces valeurs « radicales » – qui sont à ses yeux celles du « renoncement » – avec la science, transforme l'histoire en un instrument d'éducation civique, plus précisément, fait de l'enseignement de l'histoire un projet politique qui l'insupporte²⁶. Car ce projet lui paraît d'autant plus obsolète qu'en cette année 1933 la critique s'impose comme une première urgence : « En 1933, dans un monde affolé. Critique d'abord²⁷. » L'incapacité des historiens « professionnels » à répondre à la « curiosité » légitime d'un large public et l'abandon de cette forme d'histoire aux historiens « amateurs », représentait précisément l'un des axes essentiels du passif des historiens établi par Febvre en 1938, l'une des défaites les plus douloureuses de la discipline.

Mais suivre Febvre dans sa critique de l'histoire « traditionnelle » doit se comprendre encore à l'horizon d'un autre élément décisif dont Febvre prend conscience très tôt : la crise de la pensée scientifique provoquée notamment par la grande crise de la physique contemporaine et la révolution de la microbiologie. La crise de l'histoire n'est pas « une maladie spécifique » de la discipline, elle affecte l'ensemble des sciences et surtout le rapport des hommes à la science : elle « est un des aspects – l'aspect proprement historique d'une grande crise de l'esprit humain. Ou plus précisément, elle n'est qu'un des signes, à la fois, et qu'une des conséquences d'une transformation très nette, et toute récente, de l'attitude des hommes de science, des savants, vis-à-vis de la science ». La crise est l'effet d'une « véritable révolution idéologique » qui



24. Ce processus de reconstruction, de simplification et de réaménagement du passé des luttes fait partie de la lutte elle-même. C'est pourquoi, si l'on veut éclairer aujourd'hui l'histoire de cette confrontation, il ne s'agit pas de réhabiliter Ch. Seignobos, mais de le replacer dans le contexte de ses interventions dans les différents débats qui ont agité les sciences sociales et dont les enjeux ne sont plus les mêmes au début du siècle ou dans les années trente. Dès lors, il apparaît que le livre le plus significatif de Ch. Seignobos n'est pas l'*Introduction aux études historiques*, publié en 1898 et réédité récemment par Madeleine Rebérioux (Paris, Kimé, 1992), mais *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, rédigé par Ch. Seignobos seul, et paru en 1901 (Paris, Alcan), dans lequel l'auteur ignore explicitement l'émergence des nouvelles sciences sociales comme la sociologie ou la géographie, voire même la psychologie, et se contente de réaffirmer la primauté de la « méthode historique » comme seule méthode légitime pour l'ensemble des sciences sociales.

25. L. Febvre, « Entre l'histoire à thèse... », *op. cit.*, p. 236.

26. Sur ce point Christophe Charle développe un point de vue très convaincant en particulier lorsqu'il écrit : « Pour lui [Seignobos], face à la remontée d'une histoire nationaliste et antirépublicaine, les anciens dreyfusards, historiens et sociologues, devaient appliquer la discipline du "bloc" qui prévalait à la même époque au Parlement », « L'historien entre science et politique : Seignobos », dans *Paris fin de siècle. Culture et politique*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 151. C'est une option politique à laquelle Febvre ne se ralliait pas.

27. L. Febvre, « Entre l'histoire à thèse... », *op. cit.*, p. 233.

28. Ces propos ont été prononcés devant les élèves de l'École normale supérieure, à la rentrée de 1941. Voir « Vivre l'histoire », in *Combats...*, *op. cit.*, p. 27.

29. H. Berr mentionne le chiffre de 150 000 exemplaires pour le premier numéro daté de mai 1936.

30. Giuliana Gemelli, « L'encyclopédisme au xx^e siècle : Henri Berr et la conjoncture des années 1920 », in Agnès Biard, Eric Brian et Dominique Bourel (éd.), *Henri Berr et la culture du xx^e siècle*, Paris, A. Michel, 1997, p. 290.

31. « Ces feuillets, ces cinquante feuillets, il faut d'abord en définir l'esprit et le but. Il faut ensuite en faire la répartition. Il est facile d'aligner des noms Psychologie, Sociologie, etc. Il est plus difficile de mettre sous ces noms des réalités », in L. Febvre, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 304.

32. *Ibid.*, p. 306.

33. Sur l'évolution des rapports entre L. Febvre et H. Berr, voir Jacqueline Pluet et Gilles Candar, « Une amitié au service de l'histoire », L. Febvre, *Lettres...*, *op. cit.* ; B. Müller, « Lucien Febvre et Henri Berr : de la synthèse à l'histoire problème », in A. Biard et al. (éd.), *Henri Berr et la culture...*, *op. cit.*, pp. 39-59.

34. « Capitalisme et réforme : position psychologique d'un problème d'histoire », *Science*, avril-mai 1939, pp. 303-311.

s'est traduite notamment par l'effondrement de la « construction théorique » élaborée au cours des xvii^e, xviii^e et xix^e siècles et surtout la faillite et l'échec brutal de la « mécanique rationnelle » dans sa tentative à expliquer le monde. À ce nouveau point de départ, « il y a ce grand drame de la relativité qui est venu secouer, ébranler tout l'édifice des sciences²⁸ ».

La convergence d'un projet intellectuel qui s'efforce de promouvoir l'histoire au service de la compréhension du monde contemporain et d'une rénovation scientifique de la discipline, se marque encore dans les modalités de publication du texte de Febvre.

Des nombreuses entreprises de Berr, *Science* demeure l'une des moins connues, mais aussi l'une des plus ambitieuses. Le lancement d'un journal de vulgarisation scientifique en 1936²⁹ n'est sans doute pas étranger à la politique culturelle mise en place par le Front Populaire, mais Berr avait pensé dès le lendemain de la Première Guerre mondiale à créer un journal destiné à un large public savant en parallèle avec la publication de la *Revue de synthèse*. Comme l'a souligné Giuliana Gemelli, *Science* « aurait du être l'exposition permanente et cumulative des chantiers de la science et de ses problématiques articulées sur la base de l'idée qu'il fallait stimuler une "politique spirituelle", en donnant au mot politique sa valeur initiale d'organisation de la polis, "orientation des sociétés humaines"³⁰ ». H. Berr avait prévu de réunir des articles et un ensemble systématique de « feuillets » qui devaient constituer une « encyclopédie nouvelle permanente » des sciences humaines et des sciences de la nature. L. Febvre avait été associé de près à la mise au point du journal et se préoccupa en particulier de la conception des « feuillets³¹ ». À ses yeux, c'est la dimension scientifique et la volonté de haute vulgarisation scientifique, excluant ainsi « tout ce qui aurait l'air d'une enquête politico-journalistique » ou d'une « chronique

littéraire »³², qui devaient constituer les traits distinctifs du journal et lui assurer sa clientèle.

Pourtant la parution du premier numéro de *Science* provoqua la colère de L. Febvre; plus précisément la lecture du sous-titre et de l'éditorial – « L'encyclopédie annuelle » – heurtera le directeur de *l'Encyclopédie française* qui démissionnera de ses fonctions de « Directeur des Feuilletons de *Science* » ainsi que de toutes ses fonctions au Centre et à la

Revue de synthèse. L'analyse de cette crise n'a pas à être développée ici. Très sérieuse, elle n'entama pas l'amitié qui liait les deux hommes. L. Febvre devait interrompre pratiquement toute collaboration active auprès de son aîné³³. Dans la *Revue de synthèse* paraissent encore quelques comptes rendus en 1937 et 1939; le texte que nous publions ici, suivi d'un article sur « Capitalisme et réforme »³⁴, seront ses seules contributions à *Science*.

L'histoire en France dans les dix dernières années

De quoi ont été faites, en France, dans ces dernières années, les controverses doctrinales des historiens, leurs débats sur la méthode, la théorie, les fins mêmes de l'histoire ? Mais, d'abord, y a-t-il eu de tels débats, et comment se sont-ils déroulés ? Telle est la grosse question qu'on voudrait poser dans ce feuillet – brièvement, mais nettement.

* *
*

Débats de méthode proprement dits ? Peu de nouveautés, semble-t-il, au premier coup d'œil. Comme avant la guerre, le conflit est toujours entre ces deux formes d'histoire qu'Henri Berr nommait, en 1921 : *l'Histoire traditionnelle* et la *Synthèse historique*³⁵. Tout au plus, sommes-nous bien obligés de constater que, dans les lycées comme dans les Facultés, dans les programmes comme dans les examens et les concours, l'histoire « traditionnelle » (et la plus vieille, la plus pauvre, la plus fastidieusement désuète) conserve toujours ses positions, si elle ne les a point améliorées. Quand on fera, plus tard, l'histoire de l'Histoire en France dans les vingt années qui ont suivi la tragédie d'une guerre d'extermination – il faudra bien marquer la pauvreté doctrinale d'une école officielle d'historiens qui continue à souffrir de l'amputation de toute une génération porteuse des plus riches promesses – une génération d'hommes qui, formés entre 1894 et 1914, au cours d'années paisibles et toutes bruisantes d'activité intellectuelle, atteindraient aujourd'hui la pleine maîtrise de leurs quarante-cinq ou cinquante ans et achèveraient de fondre, dans une synthèse harmonieuse, les éléments par eux empruntés aux maîtres dont ils subirent l'influence décisive : Durkheim, Bergson, Vidal-Lablache [sic], Meillet, pour ne citer que des Français ; Paul Lacombe et Henri Berr dans le domaine de la Synthèse et – pourquoi ne pas le dire aussi ? – Barrès et André Gide, Jules Renard et Mirbeau, Verlaine – Rodin, Monet, Renoir, créateurs d'un climat sensible et rayonnant. Tout cela écrasé. Tout cela qui ne survit – que par quelques débris. Tout cela à jamais déplorable. Si le défaut des historiens, en France, n'a jamais été un excès de curiosité universelle, ni un désir exagéré de réflexion sur les fins de l'Histoire – il faut bien constater que les conditions faites à l'apprentissage et à la recherche dans les années qui nous occupent

35. C'est le titre du livre publié par H. Berr en 1921 dans la « Bibliothèque de philosophie contemporaine » chez Alcan.

n'ont pas été spécialement favorables à une rupture avec les vieux et regrettables errements des « historiens historisants ».

* *
*

Certes, l'effort tenté pour promouvoir l'histoire au rang d'une discipline scientifique véritable n'a point été abandonné. La *Revue de Synthèse historique*, devenue, en 1931, la *Revue de Synthèse* par un élargissement qui, du point de vue de l'histoire, n'est pas sans contrepartie, continue à s'appuyer, d'une part, sur les volumes de la collection *l'Évolution de l'Humanité*, appelés à prendre, les uns après les autres, leur place dans la grande synthèse qu'a rêvée et que réalise son directeur – et, d'autre part, sur les discussions du *Centre International* et des *Semaines de Synthèse* (ces dernières, d'ailleurs assez détachées, dans ces récentes années, du souci de l'histoire et de ses exigences propres)³⁶. Aux côtés de ces puissants instruments de culture historique, on nous permettra d'indiquer que, depuis 1929, une revue aux objectifs plus larges encore que son titre, les *Annales d'Histoire Économique et Sociale*, est venue se placer, pour mener sur son terrain le bon combat. Elle n'a cessé de s'attaquer résolument aux questions de méthode, soit par la plume de ses directeurs, soit par celle de collaborateurs comme Georges Espinas dénonçant dans « l'horreur du général » une déviation de la méthode érudite³⁷.

Cependant, pour achever notre dénombrement, *L'Année Sociologique* renaissait (1934) sous les espèces des *Annales Sociologiques*, par les soins de Marcel Mauss, assisté de C. Bouglé et de M. Halbwachs – tandis que François Simiand (1873-1935), promis à un trop bref destin, avait cependant le temps de terminer et la reproduction de son précieux *Cours d'Économie politique*, professé au Conservatoire des Arts et Métiers³⁸, et celle de magnifiques *Recherches sur le mouvement des prix du XVI^e au XIX^e siècle* – et la publication enfin de cet ouvrage capital sur le *Salaire, l'Évolution sociale et la Monnaie* auquel il travaillait depuis trente années : ouvrages didactiques, lourds d'une masse de faits et d'expériences considérables – mais, en même temps, ouvrages de haute valeur théorique, et qui ne visaient à rien moins qu'à introduire, dans le domaine des études historiques, l'idée même d'expérimentation.

Enfin, tandis que la Psychologie accomplissait des pas de géant et s'avancait courageusement sur des voies nouvelles, désignées d'ailleurs d'un nom mal choisi (celui de Psychologie appliquée³⁹), une vaste entreprise de Synthèse générale, animée du seul désir de « comprendre et de faire comprendre » groupait, en dehors de tout parti pris dogmatique et, naturellement, de tout *credo*, l'élite des savants et des hommes d'action français (ne citons que les noms des seuls directeurs de volumes ou de parties autonomes de volumes) : Meillet, Abel Rey, Paul Montel, Hadamard, Denjoy, Borel, Langevin, Henri Baulig, André Mayer, Paul Lemoine, René Leriche, Paul Rivet, Maurice Halbwachs, Henri Wallon, Lucien Febvre, A. de Monzie, F. Simiand, C. Bouglé, Julien Cain, Jules Sion, Pierre Abraham, Paul Etard, André Allix. Il s'agit de l'*Encyclopédie Française* et de ses neuf volumes déjà publiés d'inventaire des idées, des tendances et des méthodes contemporaines : tous en voie, sitôt parus, de révision et de réfection au jour le jour⁴⁰.

36. Sur toutes ces entreprises de Berr, on se référera notamment à A. Biard et al. (éd.), *Henri Berr et la culture...*, *op. cit.*

37. Georges Espinas, « De l'horreur du général : une déviation de la méthode érudite », *Annales HES*, vol. 6, 1934, pp. 365-368.

38. Le cours avait paru entre 1929 et 1931 sous forme ronéotée. Voir les comptes rendus de L. Febvre, « Histoire, économie et statistique », *Annales HES*, vol. 2, 1930, pp. 581-590, « Pour les historiens : un livre de chevet », *Annales HES*, vol. 5, 1933, pp. 161-163, et « Le cours d'économie politique de Mr Simiand », *Annales HES*, vol. 4, 1932, p. 192, et de Marc Bloch, « Une analyse de la vie économique », *Revue de synthèse*, vol. 1, 1931, pp. 253-256.

39. L. Febvre, « La psychologie appliquée : problème de méthode et solutions pratiques », *Annales HES*, vol. 3, 1931, pp. 261-265 (compte rendu de Henri Wallon, *Principes de psychologie appliquée*, Paris, A. Colin, 1930), repris dans *Combats...*, *op. cit.*, pp. 201-206.

40. L. Febvre s'était vu confié la direction de l'entreprise en 1932 par Anatole de Monzie et avait prévu une encyclopédie en 20 volumes dont la parution sera interrompue par lui-même pendant la guerre et achevée par la suite.

* *

*

Ainsi, les forces de novation, en histoire ne sont point abattues, bien qu'elles aient été décimées. Et l'on peut imaginer – et regretter – ce qu'elles auraient produit sans la stupide dévastation de quatre années de folie criminelle. D'autant que, hors de France, le mouvement a gagné. Faut-il rappeler la part de plus en plus grande que le seul vraiment grand historien en langue française de la fin du XIX^e, du début du XX^e siècle (je ne parle pas des historiens de l'Antiquité, aux conditions de recrutement et de formations spéciales, et d'ailleurs excellents) – faut-il rappeler la part qu'Henri Pirenne a faite de plus en plus large dans ses préoccupations aux problèmes de méthode, l'intérêt qu'il a pris dès le premier jour à l'effort des *Annales* – le retentissement de son beau discours de Bruxelles sur *l'Histoire comparée*⁴¹ ? En Allemagne même – du temps qu'il subsistait encore outre-Rhin des possibilités de labeur tout désintéressé – une évolution s'accomplissait, qui éloignait les historiens de leurs étroits soucis de spécialité. Et le succès, pour nous étonnant, d'une œuvre comme celle de Spengler trouve une part de ses causes profondes dans le besoin, universellement ressenti au pays de von Below, d'une histoire plus riche de substance immédiatement assimilable pour les hommes cultivés en quête de nourriture spirituelle⁴².

Cependant, il est très vrai qu'en France, ces forces de novation, si actives soient-elles sont loin d'avoir remporté la victoire. Il est très vrai qu'elles se heurtent à des forces numériquement supérieures. Elles se recrutent malgré tout dans un petit cercle d'esprits curieux. Elles n'entament pas les masses organisées. D'où la recrudescence d'attaques et de critiques contre l'histoire elle-même, à quoi ceux des historiens que hante le souci de promouvoir l'histoire à la dignité de science véritable, ont dû assister avec des sentiments mêlés et contradictoires.

Que l'histoire n'oblige pas. Que d'ailleurs, étrangère qu'elle est à cette grande inquiétude, à ce travail si général de réorganisation et de révision qui s'opère sous nos yeux dans tous les domaines du savoir, elle compose une sorte d'immense anachronisme. Qu'elle reste dominée par des traditions périmées, des conventions sans objet, des hypothèses à la fois médiocres et aventureuses. Qu'elle ne se soit encore forgé ni un vocabulaire, ni des définitions, ni des conventions nettes, spéciales, en parfait accord avec les besoins et les certitudes acquises du temps présent – voilà ce que lui ont dit, et redit, avec une courtoise ironie ou une brutale insolence, nombre de critiques dont le mieux écouté fut sans doute le Paul Valéry des *Regards sur le Monde actuel* (1931)⁴³.

Or, à de semblables critiques, tous les historiens soucieux de Synthèse et de méthode scientifique se sentent à la fois tentés de souscrire et de résister. De « résister », parce que l'histoire, pour eux, n'a rien de commun avec les œuvres, les hommes et les idées dont on fait le procès. Mais de « souscrire » aussi, parce que ces pauvretés et ces abus que tant d'évêques du dehors viennent reprocher aux membres de l'Église historique (une Église toute travaillée de schismes et d'hérésies) ils les ont dénoncés eux-mêmes cent fois, et – pensent-ils – avec plus d'à propos et de pertinence, puisqu'ils connaissent mieux la misère des œuvres et la débilité des hommes ?

* *

*

Cependant, chose curieuse : jamais l'histoire n'a semblé susciter autant de curiosités. Les éditeurs s'en sont vite avisés. On les a vus multiplier les collections dites « historiques ». Les « grands hommes », les « grands événements », les « grandes journées », tout y passa. Tel, qui n'avait jamais

41. C'est le titre du discours prononcé par Pirenne à la séance d'ouverture du V^e Congrès mondial des sciences historiques à Bruxelles en avril 1923.

42. On se référera ici aux articles critiques de L. Febvre sur Spengler (« De Spengler à Toynbee : quelques philosophies opportunistes de l'histoire », *Revue de métaphysique et de morale*, 1936, pp. 573-602) ainsi qu'à ceux, plus nombreux, de M. Bloch sur Georg von Below.

43. L. Febvre avait été très marqué par le livre auquel il fera allusion à plusieurs reprises et en particulier dans sa leçon inaugurale du Collège de France.

publié que des romans ou des nouvelles se sentit touché de la grâce : une grâce efficace, financièrement parlant. Et ce fut, sous le nom galvaudé d'histoire, un défilé de music-hall où se succédaient, en costumes d'époque, Cléopâtre, Lucrèce Borgia, la Du Barry, Marie-Antoinette, M^{me} Tallien et Emma Bovary.

On peut railler. Mieux vaut constater que les auteurs improvisés de ces divertissements, s'ils réussissaient là où les historiens patentés n'avaient jamais obtenus le plus léger succès – c'est, en grande partie, parce qu'ils témoignaient de curiosités que ceux-là n'avaient jamais manifestées. C'est parce qu'ils posaient devant le grand public (correctement ou non, ce n'est pas le problème) des questions : place des individus, rôle des événements et des accidents, influence des techniques et des inventions, recherche du « véritable » mobile des sociétés humaines et des agents de l'histoire – que les historiens traditionnels, en possession d'état, refusaient de poser (*philosophicum est, non legitur*) et que les historiens novateurs agitant sans doute, mais sans éclat, sans moyens suffisants, en tout cas, de faire pénétrer leurs idées là où elles peuvent avoir le maximum d'efficacité : dans les écoles, dans les Universités, dans l'esprit des maîtres comme dans celui des élèves.

Cependant, c'était un curieux spectacle celui de tant d'esprits originaux, cultivés raffinés parfois, qui, portaient ces débats devant l'opinion et sur le forum. Faut-il rappeler ici, entre autres, les curiosités d'un Julien Benda, son *Esquisse d'une Histoire des Français*, son effort patient et répété, depuis, pour solliciter les historiens à sortir d'eux-mêmes – mais aussi ses effacements discrets devant l'inculture totale de certains ? Faut-il signaler tout ce qui, dans l'œuvre d'un Jean-Richard Bloch (et en particulier dans ses précieux essais, *Destin du Siècle*⁴⁴ notamment) rappelle l'historien – mais un historien, si j'ose dire, déclassé de sa poussière professionnelle ? Paradoxe : jamais, dans le public, tant de goût pour l'histoire, tant de souci de l'histoire, tant d'appel à une histoire vivante, humaine et efficace. Jamais, chez tant d'historiens patentés – brevetés, en possession d'état – jamais, dans la masse de ces professeurs d'histoire de nos lycées, recruteurs et recrutement indispensable des futurs historiens, tant d'obstination à détourner les yeux, à fermer les oreilles, à se raccrocher au culte désuet du fait pour le fait encore considéré comme la seule attitude vraiment scientifique que l'historien puisse observer. « Quand une erreur est entrée dans les classes, aimait à dire le petit doigt prophétiquement dressé en l'air, un des bons pédagogues de ma jeunesse, elle n'en sort plus. » Quand une idée s'est ancrée dans le cerveau et l'enseignement des maîtres d'histoire, on ne l'en déloge que bien péniblement. Et c'est toujours sur des idées abusivement rapportées à Comte et Claude Bernard – saisies d'ailleurs uniquement dans ce qu'on pourrait nommer la tradition orale déformante des cours de philosophie – que continuent à vivre trop d'historiens qui les prennent candidement, pour l'expression définitive d'une vérité scientifique universelle.

* *
*

En fait, on peut le vérifier une fois de plus : toute époque a l'histoire non pas qu'elle mérite, mais qui l'intéresse. Ou du moins, elle cherche à se procurer une telle histoire. Ouvrons les yeux, les exemples abondent.

À la tête de grands peuples, aujourd'hui, des hommes partis de rien prétendent qu'ils mènent le monde – et leur nation. À la demande du public, que le destin de ces hommes conduit à réfléchir, les historiens reprennent le problème de l'individualité historique⁴⁵.

Le problème des techniques, de leur rôle dans la vie des sociétés et, tout spécialement, celui de la machine et du machinisme, se trouve posé crûment devant les peuples par une crise économique sans précédent. À la demande du public, les historiens le posent en termes d'histoire⁴⁶.

44. Jean-Richard Bloch, *Destin du siècle*, Paris, Gallimard, 1930. Nouvelle édition, présentée et annotée par Michel Trebitsch, Paris, Puf, coll. « Quadrige », 1996.

45. Ce fut le thème de la Troisième semaine internationale de synthèse qui s'était tenue du 15 au 23 mai 1931. L. Febvre y avait présenté une communication intitulée : « L'individualité en histoire : le personnage historique ». Voir *L'individualité en histoire, 3^e Semaine Internationale de Synthèse*, Paris, La Renaissance du livre, 1933, pp. 123-138.

46. Les *Annales* y avaient consacré un numéro spécial en novembre 1935 sous le titre : « Les techniques, l'histoire et la vie ».

Chaque jour, avec une aveuglante netteté, une presse et des hommes en état d'obédience, sinon de dépendance immédiate et directe vis-à-vis de l'argent, posent devant les citoyens qui réfléchissent encore le problème du « capitalisme » et de ses influences variées sur les idées, les opinions, les systèmes politiques, religieux ou sociaux. À la demande du public, les historiens s'enquêtent des précédents⁴⁷.

La guerre de 1914 a mis l'Europe à deux doigts de sa perte. L'inquiétude ne va point s'apaisant, ni les dangers s'évanouissant. On sait (depuis Ballanche) que les civilisations meurent et que la nôtre peut mourir. D'où sans doute tant d'intérêt accru, chez les historiens, pour la ruine de la civilisation antique.

Nationalisme, internationalisme, autarcie ou libre circulation des produits, économie dirigée ou libéralisme impénitent : autant de questions brûlantes qui, toutes, trouvent leur prolongement dans le passé, grâce à des travaux souvent superficiels, parfois approfondis. Serait-ce que l'histoire doit guider dans leur activité, à dix siècles, à un siècle, ou à dix ans d'intervalle, les démarches des nations et de leurs dirigeants ? Nous n'aurions garde, certes, de le prétendre. Mais ici encore, une question est posée : et ce n'est point par hasard qu'elle suscite tant de curiosité et d'émois.

Faut-il conclure ? Il faudrait surtout « continuer » – développer des indications trop sommaires et rapides. Pour une part, allant droit à l'essentiel, ou à ce qui me semble tel, je dirais volontiers trois choses.

L'une, c'est que vraiment l'emploi d'un mot aussi alourdi de significations diverses que le mot « Histoire » est la pire cause d'erreurs, d'illusions et de malentendus, dès lors qu'il s'agit de constituer la méthode, et l'action même, d'une science en plein devenir. Il est si dangereux de la nommer d'un nom couramment employé pour désigner le contraire de ce qu'elle voulait être, et de ce que nous rêvons – qu'il faudra bien, un jour, inaugurer par sa proscription ou sa limitation – la constitution de ce vocabulaire dont l'histoire devra nécessairement se doter pour accomplir ses premiers progrès scientifiques.

La seconde, c'est qu'en France, nous sommes bien obligés de constater un divorce croissant, entre ce qui s'enseigne sous ce nom d'histoire, et en vue d'examens ou de concours, dans nos établissements d'enseignement à tous les degrés – et la jeune science de l'homme dont quelques uns s'efforcent de préparer l'avènement. Ce qui conduit à des conclusions nettes quant à la formation des futurs historiens⁴⁸.

La troisième – c'est que la curiosité des hommes pour le passé n'est pas morte. Au contraire. Mais leur faim, si on la veut nourrir non plus d'aliments frelatés, mais de véritable et substantielle histoire : il faut savoir – c'était la conclusion de ma leçon inaugurale au Collège de France⁴⁹, et ce sera celle de ce très bref article – il faut *vouloir* suivre le mouvement du temps, ne plus se replier stérilement sur soi-même, organiser largement ces ateliers de recherches et de réalisations qui, seuls, permettront aux historiens de satisfaire, enfin, à la demande de leurs contemporains et de mettre sur pied, non plus quelques chefs-d'œuvre individuels durement achetés au prix de tant d'œuvres médiocres, insipides, déformantes ou ratées mais les grandes constructions collectives, amples, aérées et solides, qui seules donneront asile à tant de curiosités aujourd'hui sans objet – du moins, sans aliments.

**Lucien Febvre,
Paris, Collège de France**

47. L. Febvre avait consacré son second article pour *Science* à « Capitalisme et réforme ».

48. La question de l'enseignement de l'histoire et surtout de la formation des historiens constitua une préoccupation importante pour L. Febvre et M. Bloch. Voir notamment L. Febvre et M. Bloch, « Pour le renouveau de l'enseignement historique : le problème de l'agrégation », *Annales HES*, vol. 9, 1937, pp. 113-129.

49. Voir L. Febvre, « De 1892 à 1933 : examen de conscience d'une histoire et d'un historien », *Revue de synthèse*, n° 7, 1934, pp. 93-106. Repris dans L. Febvre, *Combats...*, op. cit., pp. 1-17.